

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1373>



Pour un progrès social international

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : lundi 7 août 2017

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits
réservés

Après avoir humilié l'armée Macron lui promet que seul le budget des armées sera augmenté en 2018. Cette affirmation révèle une grave erreur.

S'il faut se protéger par la répression des violences là où elles nous menacent, la répression seule est toujours un échec, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Il faut toujours ajouter une part plus importante à la prévention.

La politique de Macron vise à détruire le socle social en France et à réduire l'aide au développement social en Afrique ce qui est dramatique pour la sécurité.

Macron, avec les pires dirigeants du monde, a intégré la doxa de l'idéologie gestionnaire selon laquelle le coût social de la production serait la cause de la crise alors que c'est la remise en cause des droits sociaux qui, avec les néolibéraux anglo-saxons puis allemands et aujourd'hui de toute l'Europe, ont transformé la crise conjoncturelle de 1974 en crise structurelle quasi permanente avec un chômage de masse. La loi dite « Travail », comme le pacte dit de « responsabilité », s'inscrit dans l'adhésion de la France à cette analyse suicidaire.

Depuis 1945, particulièrement en France avec le Conseil National de la Résistance, le contrat social était basé sur l'engrenage du progrès social qui garantissait, même à ceux pour qui la vie était très pénible, que demain serait meilleur qu'aujourd'hui et que leurs enfants vivraient mieux qu'eux. La rupture de ce pacte social tacite entraîne une perte de confiance dans la démocratie. Cela se traduit par la montée des extrêmes droites, l'abstention, le repli communautariste, la désespérance de la jeunesse des classes populaires et de la classe moyenne. Le terrorisme le plus abjecte mais aussi les violences, en marge des manifestations ou des matchs de foot, en sont des marqueurs brutaux. La mondialisation du terrorisme est à l'échelle de l'économie et de la communication universelle. Il se développe sur un terreau de désespoir et de colère parallèlement à l'incapacité des systèmes politiques et sociaux, de l'économie financiarisée et des progrès technologiques et scientifiques à garantir à tous une vie digne.

Face à la mondialisation de l'économie, de la finance et des migrations et à la communication universelle instantanée, ce ne sont plus seulement la France et l'Europe qui sont confrontées à la nécessité d'un nouveau contrat social. C'est le monde qui peut et doit construire un contrat social international. De la Chine au Venezuela, du Bangladesh au Mali, de New-York à Moscou en passant par Londres, Paris et Berlin, il faut redonner aux jeunes l'utopie qu'ils attendent : l'espérance que chez eux demain sera meilleur qu'aujourd'hui.

La mondialisation des crises montre que l'humanité est à un tournant. Soit l'utopie du progrès social vaincra et un contrat social mondial se construira dans la paix et le respect. Soit les financiers imposeront, avec la complicité ou la lâcheté des gouvernants politiques, une société d'injustice, d'exclusion et de misère. Alors partout exploserait la violence. Violences d'Etats totalitaires et destructeurs d'humanité. Violences aveugles aux prétextes sociaux, ethniques ou religieux. Comme le nazisme hier, l'islamisme germe sur le terreau de l'humiliation et de l'absence d'espérance collective.

L'Europe et particulièrement la France ont une grande responsabilité dans la situation présente en organisant la régression sociale. Pour les peuples du monde, elles ont souvent été un modèle de liberté et de justice. La France et l'Europe doivent rallumer le flambeau de la liberté et de la justice sociale que nos parents avaient dressé haut et clair dans les heures les plus sombres de l'occupation nazie. Cette utopie doit inspirer des avancées concrètes et continues. Les multinationales qui déterminent aujourd'hui directement ou indirectement l'essentiel de l'économie mondiale et donc des conditions sociales de l'humanité, sont, en majorité, d'origine occidentale. Un vrai dialogue

social, lui aussi mondialisé dans ces grands groupes, permettrait de négocier un accord d'entreprise pour tous les salariés du groupe partout dans le monde avec un salaire minimum tenant compte du coût de la vie, une sécurité sociale et des droits sociaux garantis. La société monde serait transformée ou plutôt le monde ferait société. Les dirigeants du G 20 ont le pouvoir de l'imposer. Ils ne le feront que si les peuples qui ont la chance de connaître encore la démocratie au moins formelle l'exigent. Les syndicats européens peuvent agir efficacement. Ils doivent comprendre à la fois la nécessité de défendre et de promouvoir le progrès social en France et en Europe et intégrer le fait que le progrès social ne sera possible chez nous que si nous aidons aussi à le promouvoir dans le monde.

Sans un contrat social international il n'y a pas d'avenir heureux pour l'humanité.